



PREFET DE L'AIN

Préfecture de l'Ain  
Direction des collectivités et de l'appui territorial  
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme  
et des installations classées  
Références : VM

**Arrêté préfectoral  
fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter  
de la SAS CHROMECA à BEYNOST**

**Le préfet de l'Ain,**

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles R.181-45 et R.181-46 ;
- VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 1990 modifié autorisant la SAS CHROMECA à exploiter un atelier de traitement de surfaces à BEYNOST ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2012 fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter de la SAS CHROMECA à BEYNOST ;
- VU le diagnostic de l'état des sols et des eaux souterraines, ainsi que les propositions de mesures de gestion des pollutions remis par la SAS CHROMECA à l'inspection des installations classées le 7 mars 2018, dans le cadre du dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 19 juillet 2018 ;
- VU la notification au demandeur du projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT la politique engagée par le Ministère de l'écologie et du développement durable dans le domaine de l'identification, de l'évaluation et du traitement des sols pollués par les activités industrielles ;

CONSIDERANT qu'une pollution des sols et des eaux souterraines a été mise en évidence au droit du site exploité par la SAS CHROMECA ;

CONSIDERANT que les eaux souterraines constituent la principale ressource régionale en eau potable et qu'il est donc nécessaire de prévenir toute dégradation de leur qualité chimique ;

CONSIDERANT que les travaux de dépollution des sols et des eaux souterraines envisagés par l'exploitant s'inscrivent parfaitement dans la méthodologie nationale en matière de réhabilitation des sites et sols pollués privilégiant l'action sur les sources de pollution ;

CONSIDERANT que les travaux de réhabilitation sont susceptibles, durant le chantier, d'avoir un impact sur l'environnement, notamment en ce qui concerne l'air, les eaux souterraines, les eaux superficielles et le voisinage ;

CONSIDERANT qu'il convient, dès lors, de fixer des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 26 juin 1990 modifié susvisé, relatives à la surveillance des eaux souterraines et à la réhabilitation du site ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## - ARRETE -

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juin 1990 modifié, relatives à la SAS CHROMECA, pour son établissement situé 74 allée des grandes Combes – 01700 BEYNOST, sont complétées par les prescriptions suivantes :

### **Article 2 : TRAVAUX DE DEPOLLUTION**

#### **Article 2.1 : Organisation des travaux**

Les travaux de dépollution sont réalisés conformément aux plans et données techniques contenus dans le plan de gestion et ses additifs déposés par l'exploitant.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour la mise en œuvre et la surveillance des travaux de réhabilitation pour :

- limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques,
- prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour le voisinage, la santé, la salubrité publique, la protection de la nature et de l'environnement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurisation et la surveillance des sites de travaux, pendant toute la durée du chantier de réhabilitation.

#### **Article 2.2 : Mesures de gestion de la zone 1**

La zone 1 est située en extérieur, le long de la façade Est du bâtiment.

Compte-tenu de la pollution constatée en éléments métalliques et en hydrocarbures, la technique de dépollution par excavation des terres contaminées est retenue.

Ces travaux débuteront au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'arrêt de l'opération sera décidé, après accord de l'inspection des installations classées, sur la base du niveau résiduel de pollution des sols, après excavation en fond et flancs de fouille.

Ils seront terminés dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

A l'issue des travaux d'excavation, un revêtement étanche (du type enrobé) sera mis en place sur la totalité de la surface concernée.

#### **Article 2.3 : Stockage et évacuation des matériaux excavés**

Les matériaux excavés seront évacués dans des installations autorisées (installations de stockage de déchets dangereux ou non dangereux en fonction des concentrations en polluants).

Le stockage temporaire des matériaux excavés sera réalisé de manière à limiter, sinon prévenir, un apport de pollution aux sols et à la nappe sous-jacents.

Ils seront stockés sur une aire étanche ou étanchée pour la durée du stockage ; une protection du lessivage par les eaux pluviales sera mise en place.

Les matériaux entreposés sur le site seront répartis en tas sensiblement homogènes quant à leur origine, ou leur traitement éventuel futur, ou leur destination finale.

Chaque tas sera clairement identifié de façon à prévenir toute erreur dans le devenir des matériaux qui le constituent : traitement, évacuation en installation de stockage de déchets dangereux ou non dangereux notamment.

Les déchets (eaux, terres souillées....) produits par le chantier de réhabilitation seront traités et éliminés conformément aux dispositions du Titre IV et du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'environnement, dans des installations aptes à les recevoir.

L'exploitant doit s'assurer et pouvoir le justifier à tout moment.

#### **Article 2.4 : Mesures de traitement de la pollution des eaux souterraines**

Compte-tenu de la pollution constatée des eaux souterraines en chrome VI, la technique de dépollution des eaux souterraines retenue correspond à la réduction chimique in situ du chrome VI en chrome III.

Les travaux débuteront au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'arrêt de l'opération sera décidé, après accord de l'inspection des installations classées, sur la base du niveau résiduel de pollution des eaux souterraines après traitement.

En cas d'impossibilité technique, une autre technique de traitement sera mise en œuvre, après accord de l'inspection des installations classées.

#### **Article 2.5 : Surveillance des milieux : eaux souterraines**

A partir de la notification de cet arrêté, et jusqu'à 6 mois après l'achèvement des opérations d'excavation des terres polluées et de traitement des eaux souterraines, des analyses de la qualité des eaux souterraines seront réalisées mensuellement sur l'ensemble des piézomètres de l'établissement.

Les paramètres à suivre sont définis dans l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1<sup>er</sup> août 2012.

Ces paramètres sont :

- métaux principaux : Al, Cr3+, Cr6+, Pb, Cu, Ni, Zn, Cd, Hg, Fe, Mn,
- hydrocarbures totaux,
- Ph, température, potentiel d'oxydoréduction, conductivité à 25° C (ou résistivité),
- niveau d'eau en cote NGF (avant prélèvement).

Le bilan de suivi sera joint au rapport de travaux.

#### **Article 3 : RAPPORT DE FIN DE TRAVAUX**

A l'achèvement des travaux, il sera transmis au Préfet un rapport attestant du respect des objectifs de dépollution du site, et comportant notamment :

- le traitement réalisé (descriptif, durée, objectifs à atteindre, objectifs atteints, volumes traités),
- une synthèse des opérations effectuées, des résultats d'analyses, et un récapitulatif sur la nature, les quantités, le traitement et la destination des matériaux éliminés et les justificatifs correspondants,
- une cartographie de l'ensemble du site précisant les zones traitées, et le cas échéant, des zones remblayées par des terres excavées lors des opérations de dépollution,
- un état du niveau de pollution résiduelle du sous-sol de la zone et des eaux souterraines et une interprétation des résultats.

#### **Article 4 : FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 5 :**

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de BEYNOST pendant une durée minimum d'un mois (l'extrait devant préciser qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée pour mise à la disposition du public aux archives de la mairie). Un procès-verbal attestant de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le Maire au Préfet.

- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée d'un mois.

**Article 6 :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de l'affichage du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

**Article 7 :**

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à Monsieur le Directeur de la SAS CHROMECA - 74 allée des Grandes Combes – 01700 BEYNOST ;
- et dont copie sera adressée :
  - au Maire de BEYNOST, pour être versée aux archives de la mairie pour mise à la disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté ;
  - au Chef de l'Unité Départementale de l'Ain - Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne – Rhône-Alpes.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 9 octobre 2018

Le préfet,  
Pour le préfet,  
Le secrétaire général,



Philippe BEUZELIN